

7 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, les articles 26 et 27 ;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2021 ;

Vu l'accord du ministre du budget, donné le 6 septembre 2021 ;

Vu l'avis n° 69.886/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 aout 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° « l'impact » : la mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non ; » ;

2° au 18°, le point est remplacé par un point-virgule ;

3° l'article est complété par les 19° à 23° rédigés comme suit :

« 19° « le cycle de programmation » : le cycle quinquennal de mise en œuvre des interventions de la coopération non gouvernementale ;

20° « un programme individuel » : un programme introduit par une seule organisation accréditée en vertu de l'article 27, § 2 de la loi ;

21° « un programme commun » : un programme introduit par plusieurs organisations accréditées en vertu de l'article 27, § 2 de la loi ;

22° « la ligne budgétaire » : une forme de ventilation des coûts opérationnels qui mentionne les montants suivants :

a) les montants qui sont mis à disposition de partenaires sur base d'une convention de partenariat ou d'un memorandum of understanding ;

b) les montants qui sont mis à disposition d'une organisation tierce sur base d'une convention de collaboration ;

c) les montants engagés par un bureau local de l'organisation demandeuse ;

d) les montants engagés au niveau du siège de l'organisation demandeuse ;

23° « un poste budgétaire » : une subdivision d'une rubrique budgétaire générale. Les catégories spécifiques correspondant aux postes budgétaires sont décrites à l'annexe 5. ».

Art. 2. À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Une organisation peut introduire une demande d'accréditation une fois par période de 5 ans, au plus tard 24 mois avant le début du prochain cycle de programmation, par envoi recommandé auprès du ministre. L'organisation envoie également une copie de l'envoi recommandé au ministre à l'administration par voie électronique. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'examen de la performance du système de maîtrise de l'organisation visé à l'article 2 est organisé une fois par période de 5 ans.

Un réexamen de la performance du système de maîtrise de l'organisation visé à l'article 10, § 1^{er} peut être organisé à tout moment pendant la période de validité de l'accréditation.

L'examen de la performance du système de maîtrise de l'organisation est réalisé par l'administration sur base d'une expertise externe.

7 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108 ;

Gelet op de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, de artikelen 26 en 27 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 juni 2021 ;

Gelet op het akkoord van de minister van begroting gegeven op 6 september 2021 ;

Gelet op het advies nr. 69.886/2/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op voordracht van de Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De bepaling onder 8° wordt vervangen als volgt :

“8° “impact” : mate waarin de interventie belangrijke effecten met een ruime reikwijdte, positief of negatief, al dan niet opzettelijk, heeft voortgebracht of zou moeten voortbrengen ;” ;

2° in de bepaling onder 18° wordt de punt vervangen door een puntkomma ;

3° het artikel wordt aangevuld met de bepalingen onder 19° tot 23°, luidende :

“19° “programmeringscyclus” : de vijfjarencyclus voor de uitvoering van de interventies van de niet-gouvernementele samenwerking ;

20° “een individueel programma” : een programma dat door een erkende organisatie alleen wordt ingediend krachtens artikel 27, § 2 van de wet ;

21° “een gemeenschappelijk programma” : een programma dat door meerdere erkende organisaties wordt ingediend krachtens artikel 27, § 2 van de wet ;

22° “budgetlijn” : een vorm van uitsplitsing van de operationele kosten die de volgende bedragen vermeldt :

a) de bedragen die ter beschikking worden gesteld aan partners op basis van een partnerschapsovereenkomst of van een memorandum of understanding ;

b) de bedragen die ter beschikking worden gesteld aan derde organisaties op basis van een samenwerkingsovereenkomst ;

c) de bedragen die een plaatselijk coördinatiekantoor van de aanvragende organisatie uitgeeft ;

d) de bedragen die het hoofdkantoor van de aanvragende organisatie uitgeeft ;

23° “budgetpost” : een onderverdeling van een algemene budgetrubriek. De specifieke categorieën die overeenstemmen met de budgetposten zijn in bijlage 5 beschreven.”.

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Eens in de vijf jaar kan een organisatie per aangetekende zending aan de minister een vraag tot erkenning indienen, ten laatste 24 maanden vóór het begin van de volgende programmeringscyclus. De organisatie maakt ook een kopie van de aangetekende zending voor de minister over aan de administratie langs elektronische weg.” ;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. De toetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing bedoeld in artikel 2 zal eens in de 5 jaar worden georganiseerd.

Een hertoetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing bedoeld in artikel 10, § 1 kan op elk moment tijdens de geldigheidsduur van de erkenning worden georganiseerd.

De toetsing van de performantie van het systeem van organisatiebeheersing wordt uitgevoerd door de administratie op basis van een externe expertise.

L'administration et l'expert externe mandaté à cet effet basent leur avis sur les documents listés à l'annexe 3 et des vérifications sur site. ».

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Un dialogue institutionnel est organisé entre l'organisation accréditée et l'administration, afin de faire au minimum le suivi de l'évolution de l'organisation et de son programme en cours de mise-en-œuvre.

Le dialogue institutionnel est organisé au moins 3 fois par cycle de programmation, ainsi qu'à la demande de l'organisation accréditée ou de l'administration, avec un maximum de 5 fois par cycle de programmation. ».

Art. 4. Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Un cadre stratégique commun a une durée de validité de cinq ans à compter du 1^{er} janvier suivant sa date d'approbation. L'entrée en vigueur des cadres stratégiques communs est le point de départ du cycle de programmation. » ;

2° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Sur base motivée, il peut être dérogé à la durée de validité mentionnée dans le premier paragraphe, y compris à la date à laquelle le délai prend cours, dans la décision prise par le ministre telle que prévue à l'article 14, § 4, alinéa 1^{er}. ».

Art. 5. L'article 14, § 4 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un ou plusieurs éléments de ce CSC sont considérés comme faibles lors de son appréciation, l'approbation du CSC est assortie d'un parcours d'amélioration qui est suivi lors des dialogues stratégiques prévus à l'article 15, § 3, alinéa 1^{er}. ».

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'administration organise un dialogue stratégique avec les organisations accréditées concernées par un CSC portant au minimum sur le suivi de l'évolution du CSC et des apprentissages collectifs tirés de son opérationnalisation au sein des programmes en cours, ainsi que sur le parcours d'amélioration tel que prévu à l'article 14, § 4, alinéa 3 le cas échéant. » ;

2° un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Le dialogue stratégique est organisé au moins 3 années sur 5, ainsi qu'à la demande de l'organisation référente ou de l'administration, avec un maximum de 5 fois pour la durée de validité du CSC. ».

Art. 7. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Les organisations accréditées en tant que fédération prévoient dans la demande de subvention visée à l'article 26 la couverture des coûts des CSC qui sont exposés par les organisations référentes, conformément à l'article 24, 4°.

Le budget quinquennal des coûts de personnel et de fonctionnement, dédiés à l'animation et à la coordination des CSC par les organisations référentes, est plafonné à maximum 1 équivalent temps plein pour les 5 ans par CSC approuvé, conformément au mode de calcul prévu aux articles 28, § 3 et 39.

Les fédérations présentent la répartition de ces ressources entre organisations référentes dans la demande de subvention. ».

Art. 8. À l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Un programme individuel présente, au moment de la demande, un budget annuel moyen d'au moins 2.000.000 euros.

Un programme individuel qui ne concerne que l'éducation au développement présente, au moment de la demande, un budget annuel moyen d'au moins 750.000 euros.

Un programme commun présente, au moment de la demande, un budget annuel moyen d'au moins 100.000 euros. » ;

2° au paragraphe 4, le mot « cohérent, » est inséré entre les mots « pertinent, » et « efficace, ».

De administratie en de externe expert die daarvoor is gemandateerd formuleren hun advies op basis van de documenten opgesomd in bijlage 3 en op basis van verificaties ter plaatse."

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 11. Een institutionele dialoog wordt georganiseerd tussen de erkende organisatie en de administratie om op zijn minst de evolutie van de organisatie en van het programma dat wordt uitgevoerd op te volgen.

De institutionele dialoog wordt minstens drie keer per programmeringscyclus georganiseerd, alsook op verzoek van de erkende organisatie of van de administratie, en hoogstens 5 keer per programmeringscyclus."

Art. 4. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Een gemeenschappelijk strategisch kader heeft een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de eerste januari volgend op zijn datum van goedkeuring. De inwerkingtreding van de gemeenschappelijke strategische kaders vormt het startpunt van de programmeringscyclus."

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

"§ 3. Op gemotiveerde basis kan worden afgeweken van de geldigheidsduur vermeld in de eerste paragraaf, met inbegrip van de datum waarop de termijn ingaat, via het besluit dat de minister heeft genomen zoals vastgelegd in artikel 14, § 4, eerste lid."

Art. 5. Artikel 14, § 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Wanneer één of meer onderdelen van dit GSK als zwak worden beoordeeld tijdens de beoordeling, zal de goedkeuring van het GSK een verbetertraject bevatten dat wordt opgevolgd gedurende de in artikel 15, § 3, eerste lid bedoelde strategische dialogen."

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"§ 3. De administratie organiseert een strategische dialoog met de bij een GSK betrokken erkende organisaties, minimaal over de opvolging van de evolutie van het GSK en van collectieve leerprocessen met betrekking tot de operationalisering ervan binnen de lopende programma's, alsook over het verbetertraject zoals voorzien in artikel 14, § 4, derde lid indien van toepassing. "

2° een nieuw als volgt luidend lid wordt tussen het eerste lid en het tweede lid ingevoegd:

"De strategische dialoog wordt minstens in 3 van de 5 jaren georganiseerd alsook op verzoek van de referente organisatie of van de administratie, en hoogstens 5 keer tijdens de geldigheidsduur van het GSK."

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 16. De als federatie erkende organisaties voorzien in de subsidieaanvraag beoogd in artikel 26 de dekking van de aan de GSK's verbonden kosten die worden gemaakt door de referente organisaties, overeenkomstig artikel 24, 4°.

Het vijftienbudget van de personeelskosten en werkingskosten bestemd voor de activiteiten en de coördinatie van de GSK's door de referente organisaties, kent een plafond van hoogstens 1 voltijds equivalent voor 5 jaar per goedgekeurd GSK, overeenkomstig de berekeningswijze voorzien in artikelen 28, § 3 en 39.

De federaties stellen de verdeling van de middelen tussen de referente organisaties voor in de subsidieaanvraag."

Art. 8. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Een individueel programma kent, op het ogenblik van de aanvraag, een gemiddeld jaarlijks budget van ten minste 2.000.000 euro.

Een individueel programma dat alleen ontwikkelingseducatie betreft, kent, op het ogenblik van de aanvraag, een gemiddeld jaarlijks budget van ten minste 750.000 euro.

Een gemeenschappelijk programma kent, op het ogenblik van de aanvraag, een gemiddeld jaarlijks budget van ten minste 100.000 euro."

2° in paragraaf 4 wordt het woord 'coherent,' tussen de woorden 'relevant,' en 'doeltreffend,' ingevoegd.

Art. 9. À l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'organisation accréditée introduit une seule demande de subvention de programme par cycle de programmation, soit auprès de l'administration, soit auprès de la fédération dont elle souhaite intégrer la demande groupée. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La demande inclut un budget précis tel que visé à l'article 27, § 2, alinéa 3, 6° de la loi, qui satisfait aux exigences suivantes :

1° les coûts opérationnels sont détaillés par outcome en précisant les lignes budgétaires et les postes budgétaires ;

2° chaque ligne budgétaire des coûts opérationnels mentionne les rubriques budgétaires générales;

3° les coûts de gestion sont globalisés au niveau du programme et mentionnent les rubriques budgétaires générales et les postes budgétaires;

4° les coûts d'administration sont globalisés au niveau du programme et détaillent les rubriques budgétaires générales;

5° le budget des coûts de structure est fixé forfaitairement à 7% des coûts directs.

Lorsqu'un programme est un programme commun, son budget permet d'identifier clairement la part qui relève de chaque demandeur. ».

Art. 10. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La fédération qui introduit une demande groupée réalise une analyse objective provisoire du respect par les programmes individuels qui le composent des critères visés à l'article 27, § 2, alinéa 3 de la loi et des dispositions des articles 18 et 20.

Cette analyse comprend :

1° une description des modalités et de la procédure d'analyse;

2° une analyse provisoire pour chaque programme individuel. ».

Art. 11. Dans l'article 22 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La demande de subvention d'un programme est introduite par envoi recommandé ou par voie électronique auprès de l'administration au plus tard le 1^{er} août de l'année qui précède l'année du début du cycle de programmation.

La demande groupée de subvention est introduite par envoi recommandé ou par voie électronique auprès de l'administration au plus tard le 15 octobre de l'année qui précède l'année du début du cycle de programmation. ».

Art. 12. Dans l'article 24 du même arrêté, alinéa 1^{er}, 6°, le mot « provisoire » est inséré entre les mots « analyse » et « de la demande groupée ».

Art. 13. Dans l'article 25 du même arrêté, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° mettre en place, coordonner et animer les plates-formes ayant un rôle de veille et de pôle d'expertise sur des thèmes appropriés et qui sont prévues par l'article 2, § 2, 3° de l'arrêté royal du 2 avril 2014 portant création d'un Conseil consultatif sur la cohérence des politiques en faveur du développement et par l'article 2, § 2, 2° de l'arrêté royal du 2 avril 2014 portant création du Conseil consultatif Genre et Développement. ».

Art. 14. Dans l'article 29 du même arrêté, au paragraphe 4, les mots « du budget approuvé » sont insérés entre les mots « coûts directs » et « . Les coûts de gestion ».

Art. 15. Dans l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est abrogé ;

2° l'alinéa 3 du paragraphe 3 est supprimé ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les moyens à valoriser sont engagés comme un coût direct.

Art. 9. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“§ 1. De erkende organisatie dient per programmeringscyclus één aanvraag tot subsidiëring van een programma in ofwel bij de administratie, ofwel bij de federatie van wier gegroepeerde aanvraag ze deel wenst uit te maken.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De aanvraag bevat een nauwkeurig budget zoals bedoeld in artikel 27, § 2, derde lid, 6° van de wet, dat aan de volgende eisen voldoet:

1° de operationele kosten worden per outcome gedetailleerd, met vermelding van de budgetlijnen en budgetposten;

2° elke budgetlijn van de operationele kosten vermeldt de algemene budgetrubrieken;

3° de beheerskosten worden voor het gehele programma samengenomen en vermelden de algemene budgetrubrieken en de budgetposten;

4° de administratiekosten worden voor het gehele programma samengenomen en vermelden de algemene budgetrubrieken;

5° het budget voor de structuurkosten is forfaitair vastgelegd op 7% van de directe kosten.

Wanneer het een gemeenschappelijk programma betreft, laat zijn budget toe om duidelijk het deel te bepalen dat aan elke aanvrager toekomt.”.

Art. 10. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“De federatie die een gegroepeerde aanvraag indient, voert een voorlopige objectieve analyse uit waarin wordt vastgesteld in hoeverre de individuele programma's die daar deel van uitmaken voldoen aan de criteria beoogd in artikel 27, § 2, derde lid van de wet, en aan de bepalingen van artikelen 18 en 20.

Deze analyse omvat:

1° een beschrijving van de werkwijzen en van de procedure van de analyse;

2° een voorlopige analyse voor elk individueel programma.”.

Art. 11. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

“§ 1. De subsidieaanvraag van een programma wordt uiterlijk op 1 augustus van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van de programmeringscyclus, via aangetekende zending of langs elektronische weg ingediend bij de administratie.

De gegroepeerde subsidieaanvraag wordt uiterlijk op 15 oktober van het jaar voorafgaand aan het aanvangsjaar van de programmeringscyclus, via aangetekende zending of langs elektronische weg ingediend bij de administratie.”.

Art. 12. In artikel 24, eerste lid, onder 6° van hetzelfde besluit wordt het woord “voorlopige” tussen de woorden “de” en “analyse” ingevoegd.

Art. 13. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt:

“4° de platformen installeren, coördineren en animeren die toezien op en als expertisepool optreden voor passende thema's die voorzien zijn door artikel 2, § 2, 3° van het koninklijk besluit van 2 april 2014 betreffende de oprichting van een Adviesraad inzake beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling en door artikel 2, § 2, 2° van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot oprichting van de Adviesraad Gender en Ontwikkeling.”.

Art. 14. In artikel 29, paragraaf 4 van hetzelfde besluit worden de woorden “van het goedgekeurde budget” tussen de woorden “directe kosten” en “. De beheerskosten” ingevoegd.

Art. 15. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° het derde lid van paragraaf 3 wordt geschrapt;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De te valoriseren middelen worden vastgelegd als een directe kost.

Les moyens que l'organisation introduit pour valorisation doivent avoir été décrits dans la demande de subvention. Leur mode de calcul doit reposer sur une justification objective basée sur les coûts supportés en cas de fourniture commerciale de biens ou services équivalents, diminués des amortissements éventuels.

L'organisation peut introduire une demande d'adaptation de la description des moyens à valoriser et de leur mode de calcul à tout moment, jusqu'à 120 jours avant la fin du programme. Le directeur de la direction compétente au sein de l'administration pour la coopération non gouvernementale statue sur la demande dans un délai de 60 jours à partir de la réception de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, l'adaptation est réputée avoir été acceptée.

Si une valorisation est demandée pour des prestations de volontariat, l'organisation et la personne volontaire doivent se conformer à toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 16. L'article 31 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

« Art. 31. § 1^{er}. Les revenus complémentaires peuvent être distingués entre 4 catégories :

1^o catégorie 1 : les revenus complémentaires constitués par les intérêts créditeurs positifs générés par les subsides et les revenus complémentaires qui réduisent une charge imputée au programme, tels que les récupérations de taxe ou d'assurance;

2^o catégorie 2 : les revenus complémentaires générés par la vente d'actifs dont l'acquisition a été mise à charge du programme, tels que du mobilier ou un véhicule;

3^o catégorie 3 : les revenus complémentaires générés par la vente de biens ou de services mis à charge du programme;

4^o catégorie 4 : les revenus complémentaires générés par le partage de coûts, tels que les produits de sous-location d'un bâtiment dont la location est mise à charge du programme, sans préjudice du fait que la sous-location de toute nature à soi-même n'est, conformément à l'annexe 4, 12., pas éligible en tant que coût subventionné.

§ 2. Les revenus complémentaires du programme font l'objet de l'un ou l'autre traitement suivant :

1^o soit ils sont directement déduits des coûts directs subventionnés, au prorata de la subvention;

2^o soit ils sont enregistrés dans la comptabilité de l'organisation subventionnée, au prorata de la subvention, de manière traçable et ce pendant une période allant du début du programme à 5 années après la fin du programme.

§ 3. Les revenus complémentaires peuvent constituer jusqu'à 50 % de l'apport propre du programme s'ils sont prévus explicitement dans le plan de financement du programme.

L'organisation peut introduire une demande d'adaptation des revenus complémentaires prévus dans le plan de financement à tout moment, jusqu'à 120 jours avant la fin du programme. Le directeur de la direction compétente au sein de l'administration pour la coopération non gouvernementale statue sur la demande dans un délai de 60 jours à partir de la réception de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, l'adaptation est réputée avoir été acceptée.

Art. 17. À l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o ce rapport financier présente un solde non dépensé du programme inférieur à 25 % de la dernière tranche justifiée du programme, incluant le subside et, le cas échéant, l'apport-propre. » ;

2^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o présenter un état de dépenses qui démontre que le solde non dépensé du programme est inférieur à 25 % de la dernière tranche versée au programme, incluant le subside et, le cas échéant, l'apport-propre ; » ;

De middelen die de organisatie voor valorisatie indient, moeten in de subsidieaanvraag beschreven staan. De berekeningsmethode moet op een objectieve verantwoording gebaseerd zijn, op basis van de kost van de commerciële oplevering van soortgelijke goederen of diensten, verminderd met de eventuele afschrijvingen.

Tot 120 dagen vóór het einde van het programma kan de organisatie op elk moment een aanvraag tot aanpassing van de beschrijving van de te valoriseren middelen en van de berekeningswijze indienen. De directeur van de directie die binnen de administratie bevoegd is voor de niet-gouvernementele samenwerking doet binnen een termijn van 60 dagen na het ontvangen van de aanvraag uitspraak over de aanvraag. Indien een antwoord binnen die termijn uitblijft, wordt de aanpassing beschouwd als aanvaard.

Indien valorisatie wordt gevraagd voor de prestaties van vrijwilligerswerk, moeten de organisatie en de vrijwilliger zich schikken naar alle bepalingen van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers en haar uitvoeringsbesluiten. ».

Art. 16. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 31. § 1. De bijkomende opbrengsten kunnen in 4 categorieën worden onderscheiden:

1^o categorie 1: bijkomende opbrengsten die bestaan uit de positieve creditrenten die door de subsidies worden gegenereerd en de bijkomende opbrengsten die de lasten toegekend aan een programma verkleinen, zoals teruggevorderde belastingen of verzekeringen;

2^o categorie 2: bijkomende opbrengsten die gegenereerd worden door de verkoop van activa waarvan de verwerving ten laste is van het programma zoals meubilair of een voertuig;

3^o categorie 3: bijkomende opbrengsten die gegenereerd worden door de verkoop van goederen of van diensten ten laste van het programma;

4^o categorie 4: bijkomende opbrengsten die gegenereerd worden door het delen van kosten, zoals de opbrengsten van het onderverhuren van een gebouw waarvan de huur ten laste is van het programma, voor zover het onderverhuren van allerlei aard aan zichzelf overeenkomstig bijlage 4, 12^o niet in aanmerking komt als gesubsidieerde kost.

§ 2. De bijkomende opbrengsten van het programma worden aan een van de volgende behandelingen onderworpen:

1^o hetzij worden ze direct afgetrokken van de gesubsidieerde directe kosten, naar rato van de subsidie;

2^o hetzij worden ze in de boekhouding van de gesubsidieerde organisatie opgenomen naar rato van de subsidie, op een wijze die traceerbaar is, gedurende een periode van het begin van het programma tot 5 jaar na het einde van het programma.

§ 3. De bijkomende opbrengsten kunnen tot 50% van de eigen inbreng van het programma vormen als ze uitdrukkelijk zijn voorzien in het financieringsplan van het programma.

Tot 120 dagen vóór het einde van het programma kan de organisatie op elk moment een aanvraag indienen voor de aanpassing van de bijkomende opbrengsten die zijn voorzien in het financieringsplan. De directeur van de directie die binnen de administratie bevoegd is voor de niet-gouvernementele samenwerking doet binnen een termijn van 60 dagen na ontvangst van de aanvraag uitspraak over de aanvraag. Indien een antwoord binnen die termijn uitblijft, wordt de aanpassing beschouwd als aanvaard.

Art. 17. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 2, eerste lid wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt:

« 3^o dit financieel rapport toont een niet-besteed saldo van het programma dat lager is dan 25% van de laatste verantwoorde schijf van het programma, met inbegrip van de subsidie en, indien van toepassing, van de eigen inbreng. » ;

2^o in paragraaf 3, eerste lid wordt de bepaling onder 1^o vervangen als volgt:

« 1^o een uitgavenstaat voorleggen die aantoont dat het niet-bestede saldo van het programma lager is dan 25% van de laatste uitbetaalde schijf van het programma met inbegrip van de subsidie en, indien van toepassing, van de eigen inbreng. » ;

3° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En dernière année du programme, l'organisation peut obtenir le paiement de la tranche en combinant un état de dépenses qui démontre le solde non dépensé du programme à date de son introduction, accompagné d'une déclaration de créance réduite de la partie du solde du programme qui dépasse le minimum à justifier prévu du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°. Cette réduction de créance est irrévocable et constitue une diminution volontaire du budget du programme et du montant de la subvention. » ;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. En dernière année du programme, si une déclaration de créance conforme aux §§ 2 ou 3 n'est pas présentée avant le 1^{er} juillet, une réduction de créance conformément au § 3, alinéa 3 est obligatoire.

Cette déclaration de créance réduite peut être introduite jusqu'à 90 jours avant la fin du programme. En l'absence de déclaration de créance introduite dans ce délai, l'organisation est réputée avoir renoncé de manière irrévocable à la dernière tranche. » ;

5° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Lorsqu'un programme est un programme commun, le respect des conditions de libération des tranches de chaque organisation est évalué au niveau de chaque organisation. ».

Art. 18. L'article 34 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. § 1^{er}. Les moyens sont dépensés conformément au budget et au programme approuvés.

§ 2. Des demandes d'ajustements budgétaires peuvent être introduites à tout moment, jusqu'à 120 jours avant la fin du programme.

§ 3. L'approbation des ajustements par le directeur de la direction compétente au sein de l'administration pour la coopération non gouvernementale n'est exigée que lorsque les modifications proposées dépassent les limites suivantes :

1° variation admise pour le total d'un poste budgétaire ou d'une ligne budgétaire, à l'intérieur d'un outcome : libre ;

2° variation admise pour le total d'une rubrique budgétaire générale, à l'intérieur d'un outcome ou des coûts de gestion : la plus grande variation entre -30 % à +30 % et € -10.000 à € +10.000 ;

3° variation admise pour le total d'un outcome à l'intérieur d'un CSC : la plus grande variation entre -20 % à +20 % et € -10.000 à € +10.000 ;

4° variation admise pour le total d'un CSC : la plus grande variation entre -10 % à +10 % et € -10.000 à € +10.000 ;

5° variation admise pour un outcome non couvert par un CSC : -100 % à + 0 %.

Ces limites sont calculées sur base du budget pluriannuel initial du programme. Leur respect est vérifié par comparaison du budget pluriannuel initial avec le total des modifications.

§ 4. Toute modification budgétaire qui dépasse les limites visées au paragraphe 3, ou qui en provoque le dépassement, ou qui n'est pas prévue au paragraphe 3 doit être approuvée par le directeur de la direction compétente au sein de l'administration pour la coopération non gouvernementale, conformément à l'arrêté ministériel du 30 avril 2019 portant délégations de pouvoirs en matières financières au sein du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, qui statue dans un délai de 60 jours de la demande. En l'absence de réponse dans ce délai, l'ajustement est réputé avoir été accepté. ».

Art. 19. A l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les allocations de logement, la pièce justificative comprend le contrat de bail signé. » ;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° elle est nécessaire à l'atteinte des outcomes ou à la gestion du programme, et est engagée conformément au budget et au programme approuvés, pendant la période d'exécution de celui-ci ; » ;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° elle n'est pas un coût non-subsidiable repris dans la liste de l'annexe 4 relative aux coûts non-subsidiables, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In het laatste jaar van het programma kan de organisatie betaling van de schijf ontvangen door een uitgavenstaat die het niet-bestede saldo van het programma op de datum van de indiening aantoonde te combineren met een schuldvordering die is verlaagd met het deel van het saldo van het programma dat het in paragraaf 2, eerste lid, 3° voorziene te verantwoorden minimum overschrijdt. Deze verlaging van de schuldvordering is onherroepelijk en betekent een vrijwillige verlaging van het budget van het programma en het bedrag van de subsidie.”;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. Als in het laatste jaar van het programma een schuldvordering conform §§ 2 of 3 niet vóór 1 juli wordt ingediend, is een verlaging van de schuldvordering conform § 3, derde lid verplicht.

Deze verlaagde schuldvordering kan tot 90 dagen vóór het einde van het programma worden ingediend. Indien er binnen deze termijn geen schuldvordering is ingediend, wordt de organisatie geacht onherroepelijk te hebben afgezien van de laatste schijf.”;

5° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“§ 6. Wanneer het een gemeenschappelijk programma betreft, wordt het voldoen aan de voorwaarden voor het vrijgeven van de schijven van elke organisatie op het niveau van elke organisatie beoordeeld.”.

Art. 18. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 34. § 1. De middelen worden besteed conform het goedgekeurde budget en programma.

§ 2. Budgetaanpassingen kunnen op elk moment worden aangevraagd, tot 120 dagen vóór het einde van het programma.

§ 3. De goedkeuring van de aanpassingen door de directeur van de directie die binnen de administratie bevoegd is voor de niet-gouvernementale samenwerking is enkel vereist als de voorgestelde wijzigingen de volgende limieten overschrijden:

1° toegestane afwijking voor het totaal van een budgetpost of budgetlijn binnen een outcome: vrij;

2° toegestane afwijking voor het totaal van een algemene budgetrubriek, binnen een outcome of de beheerskosten: de grootste afwijking tussen -30% tot +30% en € -10.000 tot € +10.000;

3° toegestane afwijking voor het totaal van een outcome binnen een GSK: de grootste afwijking tussen -20% tot +20% en € -10.000 tot € +10.000;

4° toegestane afwijking voor het totaal van een GSK: de grootste afwijking tussen -10% tot +10% en € -10.000 tot € +10.000;

5° toegestane afwijking voor een niet door een GSK gedekte outcome: -100% tot + 0%.

Deze limieten worden berekend op basis van het initiële meerjarige budget van het programma. Hun nakoming wordt geverifieerd door de vergelijking van het initiële meerjarige budget met de totale aanpassingen.

§ 4. Elke budgetwijziging die de limieten bedoeld in paragraaf 3 overschrijdt of die leidt tot de overschrijding ervan, of die niet in paragraaf 3 wordt voorzien, moet worden goedgekeurd door de directeur van de directie die binnen de administratie bevoegd is voor de niet-gouvernementale samenwerking, overeenkomstig het ministerieel besluit van 30 april 2019 houdende delegaties van bevoegdheden inzake financiële aangelegenheden binnen de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, die binnen een termijn van 60 dagen uitspraak doet. Indien een antwoord binnen die termijn uitblijft, wordt de aanpassing beschouwd als aanvaard.”.

Art. 19. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Voor de huisvestingstoelagen bestaat het bewijsstuk uit de ondertekende huurovereenkomst.”;

2° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

“2° zij is noodzakelijk om de outcomes van het programma te bereiken of om het programma te beheren, en wordt aangegaan conform het goedgekeurde budget en programma, tijdens de uitvoering ervan;”;

3° de bepaling onder 6° wordt vervangen als volgt:

“6° zij wordt niet als niet-subsidieerbare kosten vermeld in de lijst in bijlage 4 aangaande de niet-subsidieerbare kosten, tenzij er wordt voldaan aan de drie volgende voorwaarden:

a) la dépense ou la nature de coûts est nécessaire à l'atteinte des outcomes ou à la gestion du programme ;

b) il est démontré que toute intention de fraude est exclue ;

c) la dépense ou la nature de coûts a fait l'objet d'un accord explicite dans l'arrêté de subvention ou a fait l'objet d'une décision préalable favorable du Directeur général de la Direction Générale de la Coopération au Développement, pour laquelle un avis favorable de l'Inspection des Finances a été obtenu. » ;

4° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« En dérogation de l'alinéa 1^{er}, 2°, les coûts d'audit final et d'évaluation externe finale du programme peuvent être réalisés au-delà de la période d'exécution du programme, sous réserve de respecter les deux conditions cumulatives suivantes :

1° la dépense est couverte par un contrat préexistant à la période d'exécution ou conclu pendant la période d'exécution du programme ;

2° la prestation liée à la dépense est finalisée et facturée avant la date limite d'introduction du rapport de justification financière prévu à l'article 47, § 1^{er}.

Les dépenses connexes au retour en Belgique (déménagement, tickets d'avion) suite à l'expatriation pour des contrats de plus de 12 mois peuvent également être réalisés au-delà de la période d'exécution du programme sous réserve de respecter les deux conditions cumulatives visées à l'alinéa 2.

Une dépense peut être répartie et mise à charge entre plusieurs organisations aux conditions cumulatives suivantes :

1° les organisations concernées sont associées par le biais d'une convention de partenariat ou de collaboration ;

2° dans les comptabilités des organisations associées, les intitulés de la dépense concernée par la répartition sont retranscrits de manière explicite et cohérente ;

3° la pièce justificative est conservée au siège de l'organisation qui l'a endossée, accompagnée de la preuve de contribution des organisations associées, et les organisations associées conservent les pièces justificatives attestant de la contribution en faveur de l'organisation qui a effectué la dépense. ».

Art. 20. Dans l'article 35 de la version néerlandophone du même arrêté, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van overheidsopdrachten en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie; ».

Art. 21. Dans l'article 37 de la version néerlandophone du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van overheidsopdrachten en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie; ».

Art. 22. À l'article 37 du même arrêté, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° elle n'est pas un coût non-subsidiable repris dans la liste de l'annexe 4 relative aux coûts non-subsidiables, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

a) la dépense ou la nature de coûts est nécessaire à l'atteinte des outcomes ou à l'administration du programme ;

b) il est démontré que toute intention de fraude est exclue ;

c) la dépense ou la nature de coûts a fait l'objet d'un accord explicite dans l'arrêté de subvention ou a fait l'objet d'une décision préalable favorable du Directeur général de la Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'aide humanitaire, pour laquelle un avis favorable de l'Inspection des Finances a été obtenu. ».

Art. 23. Dans l'article 42 du même arrêté, à l'alinéa 2, les mots « , ainsi que les abus, » sont insérés entre les mots « corruption active ou passive » et « et pour y remédier ».

Art. 24. Dans l'article 43 de la version néerlandophone du même arrêté, les mots « en de doelstellingen » sont abrogés.

Art. 25. L'article 46 du même arrêté est abrogé.

Art. 26. À l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées

1° au § 1^{er}, 6°, le point est remplacé par un point-virgule ;

a) de uitgave of de aard van kosten is noodzakelijk voor het bereiken van de outcomes of voor het beheer van het programma;

b) er wordt aangetoond dat elke frauduleuze intentie is uitgesloten;

c) de uitgave of de aard van kosten wordt expliciet toegelaten in het subsidiebesluit of kreeg voorafgaand de goedkeuring van de Directeur-generaal van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking, waarvoor het gunstige advies van de Inspectie van Financiën werd verkregen." ;

4° het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidende:

"In afwijking van lid 1, 2°, mogen de kosten voor een finale audit en een finale externe evaluatie van het programma worden gemaakt na de uitvoeringsperiode van het programma, mits de volgende twee cumulatieve voorwaarden in acht worden genomen:

1° de uitgave wordt gedekt door een reeds bestaand contract of een contract dat tijdens de uitvoeringsperiode van het programma werd afgesloten;

2° de prestatie waar de uitgave betrekking op heeft, wordt voltooid en gefactureerd vóór de uiterste datum van indiening van het financieel verantwoordingsrapport dat is voorzien in artikel 47, § 1.

De uitgaven verbonden aan de terugkeer naar België (verhuis, vliegtickets) na een expatriëring voor contracten van meer dan 12 maanden kunnen ook worden gemaakt na de uitvoeringsperiode van het programma, mits is voldaan aan de twee cumulatieve voorwaarden die zijn voorzien in het tweede lid.

Het is mogelijk een uitgave te verdelen onder en ten laste te zetten bij verschillende organisaties, mits is voldaan aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de betrokken organisaties zijn geassocieerd door een partnerschaps- of samenwerkingsovereenkomst;

2° in de boekhoudingen van de geassocieerde organisaties zijn de benamingen van de uitgaven die worden verdeeld, expliciet en coherent overgenomen;

3° het bewijsstuk wordt bewaard op het hoofdkantoor van de organisatie die het heeft geëndosseerd, samen met het bewijs van bijdrage van de geassocieerde organisaties, en de geassocieerde organisaties bewaren de bewijsstukken die hun bijdrage staven aan de organisatie die de uitgave heeft gedaan.".

Art. 20. In artikel 35 van de Nederlandse versie van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt:

"3° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van overheidsopdrachten en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie;".

Art. 21. In artikel 37 van de Nederlandse versie van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

"2° zij voldoet aan de bepalingen van de toepasselijke fiscale en sociale regelgeving en die van overheidsopdrachten en is conform de interne regels van de gesubsidieerde organisatie;".

Art. 22. In artikel 37 van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt:

"4° zij wordt niet als niet-subsidieerbare kosten vermeld in de lijst in bijlage 4 aangaande de niet-subsidieerbare kosten, tenzij er wordt voldaan aan de drie volgende voorwaarden:

a) de uitgave of de aard van kosten is noodzakelijk voor het bereiken van de outcomes of voor de administratie van het programma;

b) er wordt aangetoond dat elke frauduleuze intentie is uitgesloten;

c) de uitgave of de aard van kosten wordt expliciet toegelaten in het subsidiebesluit of kreeg voorafgaand de goedkeuring van de Directeur-generaal van de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking, en Humanitaire Hulp waarvoor het gunstige advies van de Inspectie van Financiën werd verkregen.".

Art. 23. In artikel 42, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden 'of misbruiken' ingevoegd tussen de woorden 'praktijken van actieve of passieve corruptie' en 'zich niet voordoen'.

Art. 24. In artikel 43 van de Nederlandstalige versie van hetzelfde besluit worden de woorden 'en de doelstellingen' opgeheven.

Art. 25. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 47, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder § 1^{er}, 6° wordt de punt vervangen door een puntkomma;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° le ou les listings des dépenses correspondant aux coûts directs à charge de la subvention et, le cas échéant, le listing des dépenses correspondant aux coûts d'administration. » ;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Lorsque le programme est un programme commun, le rapport financier est produit par chaque organisation qui a reçu une subvention. ».

Art. 27. À l'article 49 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'administration peut procéder à un contrôle du rapport financier, ou mandater un tiers à cet effet, dans un délai de 24 mois du dépôt de ce rapport. L'organisation donne par ailleurs accès à toutes les pièces justificatives jugées utiles par l'entité chargée de l'audit. » ;

2° le paragraphe 4 de la version néerlandophone du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 4. De administratie maakt jaarlijks tegen 15 november een synthese van de bevindingen bij de controles over aan de minister. Deze synthese wordt in de bij artikel 52 beoogde NGSOC besproken. ».

Art. 28. L'article 53 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 18, § 3, la durée du programme d'un acteur institutionnel dont le programme est calqué sur le calendrier académique et ayant débuté au 1^{er} janvier 2017 peut être prolongé au-delà du terme de la validité du ou des CSC dans lequel il se concentre, et se terminer au plus tard 31 août 2022. Le cas échéant, la dérogation est inscrite dans l'arrêté ministériel de subvention.

§ 2. Par dérogation à l'article 28, § 1^{er}, pour les programmes 2017-2021 et sur base motivée, le Ministre peut permettre que les dépenses mises à charge de l'apport propre d'une organisation de la société civile soient inférieures à 20% des coûts directs du programme, sans que le montant total de la subvention octroyée à cette organisation ne soit modifié. ».

Art. 29. A l'annexe 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 15. est remplacé par ce qui suit :

« les indemnités de cessation d'emploi pour le délai de préavis non-presté, sauf si une disposition légale l'impose » ;

2° au 17., le point est remplacé par un point-virgule;

3° l'annexe est complétée par les 18. à 20. rédigés comme suit :

« 18. les jetons de présence ;

19. les amortissements.

20. les allocations de logement pour les propriétaires de leur logement. ».

Art. 30. Dans la même arrêté, il est inséré une annexe 5, qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 31. Le ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Coopération au Développement,
M. KITIR

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een 7°, luidende:

“7° De lijst of lijsten van uitgaven die bij de directe kosten ten laste van de subsidie horen en, indien van toepassing, de lijst van uitgaven die bij de administratiekosten horen.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Wanneer het een gemeenschappelijk programma betreft, wordt het financieel rapport ingediend door elke organisatie die een subsidie heeft ontvangen.”.

Art. 27. In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De administratie kan een audit van het financiële rapport uitvoeren, of een derde daartoe machtigen, binnen een termijn van 24 maanden na de indiening van dat rapport. De organisatie geeft bovendien toegang tot alle bewijsstukken die nuttig geacht worden door de entiteit die de audit uitvoert.”;

2° paragraaf 4 van de Nederlandstalige versie van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De administratie maakt jaarlijks tegen 15 november een synthese van de bevindingen bij de controles over aan de minister. Die synthese wordt in de bij artikel 52 beoogde NGSOC besproken.”.

Art. 28. Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“§ 1. In afwijking van artikel 18, § 3 kan de duur van het programma van een institutionele actor waarvan het programma is afgestemd op de academische kalender en dat aanvang op 1 januari 2017, worden verlengd tot na het verstrijken van de geldigheidstermijn van het GSK of de GSK's waarop het zich richt, en dit uiterlijk tot 31 augustus 2022. Indien van toepassing wordt de afwijking ingeschreven in het ministerieel subsidiebesluit.

§ 2. In afwijking van artikel 28, § 1, kan de Minister op gemotiveerde basis voor de programma's 2017-2021 toestaan dat de uitgaven ten laste van de eigen inbreng van een organisatie van de civiele maatschappij minder dan 20% van de directe kosten van het programma bedragen, zonder dat het totale bedrag van de subsidie die aan die organisatie is verleend, wordt gewijzigd.”.

Art. 29. In bijlage 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 15° wordt vervangen als volgt:

“opzegvergoedingen voor niet-gepresteerde opzegperiode, tenzij er een wettelijke bepaling geldt”;

2° in de bepaling onder 17° wordt de punt door een puntkomma vervangen;

3° de bijlage wordt aangevuld met de bepalingen onder 18° tot 20°, luidende:

“18° de zitpenningen;

19° de afschrijvingen;

20° de huisvestingstoelagen voor de eigenaars van hun woning.”.

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 5 ingevoegd die als bijlage 1 is gevoegd bij dit besluit.

Art. 31. De minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
M. KITIR

Annexe à l'arrêté royal du 7 octobre 2021 modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale dans l'arrêté royal du 11 septembre 2016 concernant la coopération non gouvernementale il est inséré une annexe 5 rédigée comme suit :
Annexe 5 : Format de budget des programmes de la coopération non gouvernementale

Bijlage bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking. In het koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking wordt de bijlage 5 ingevoegd, luidende:
Bijlage 5 : Budgetformaat van niet-gouvernementele samenwerkingsprogramma's

1° Coûts opérationnels par outcome :

1° Operationele kosten per outcome :

C.O. - COÛTS OPÉRATIONNELS PAR OUTCOME O.K. - OPERATIONELE KOSTEN PER OUTCOME						
RUBRIQUES RUBRIEKEN	ANNÉE X JAAR X	ANNÉE X+1 JAAR X+1	ANNÉE X+2 JAAR X+2	ANNÉE X+3 JAAR X+3	ANNÉE X+4 JAAR X+4	TOTAL TOTAAL
1. TOTAL PARTENAIRES	-	-	-	-	-	-
1. TOTAAL PARTNERS	-	-	-	-	-	-
1.1 Investissements						-
1.1 Investering						-
1.2 Fonctionnement						-
1.2 Werking						-
1.3 Personnel ¹						-
1.3 Personeel ¹						-
2. TOTAL COLLABORATIONS	-	-	-	-	-	-
2. TOTAAL SAMENWERKINGEN	-	-	-	-	-	-
2.1 Investissements						-
2.1 Investering						-
2.2 Fonctionnement						-
2.2 Werking						-
2.3 Personnel ¹						-
2.3 Personeel ¹						-
3. TOTAL BUREAU LOCAL	-	-	-	-	-	-
3. TOTAAL LOKAAL KANTOOR	-	-	-	-	-	-
3.1 Investissements						-
3.1 Investering						-
3.2 Fonctionnement						-
3.2 Werking						-
3.3 Personnel ¹						-
3.3 Personeel ¹						-
4. TOTAL SIÈGE	-	-	-	-	-	-
4. TOTAAL HOOFDZETEL	-	-	-	-	-	-
4.1 Investissements						-
4.1 Investering						-
4.2 Fonctionnement						-
4.2 Werking						-
4.3 Personnel ¹						-
4.3 Personeel ¹						-
TOTAL DES COÛTS OPÉRATIONNELS POUR L'OUTCOME						
TOTAAL OPERATIONELE KOSTEN VOOR HET OUTCOME	-	-	-	-	-	-
TOTAL INVESTISSEMENTS	-	-	-	-	-	-
TOTAAL INVESTERING	-	-	-	-	-	-
A. Achat de véhicules						-
A. Aankoop voertuigen						-
B. Mobilier, ICT						-
B. Meubilair, ICT						-
C. Autres coûts d'investissement						-
C. Andere investeringskosten						-
TOTAL FONCTIONNEMENT	-	-	-	-	-	-
TOTAAL WERKING	-	-	-	-	-	-
A. Déplacements						-
A. Verplaatsingen						-
B. Bureau local						-
B. Lokaal kantoor						-
C. Autres coûts de fonctionnement						-
C. Andere werkingskosten						-
TOTAL PERSONNEL ¹	-	-	-	-	-	-
TOTAAL PERSONEEL ¹	-	-	-	-	-	-
A. Salaires ¹ au siège						-
A. Salaris ¹ hoofdzetel						-
B. Salaires ¹ des expatriés						-
B. Salaris ¹ expats						-
C. Salaires ¹ du personnel local						-
C. Salaris ¹ lokaal personeel						-
D. Autres frais de personnel						-
D. Andere personeelskosten						-

¹ Salaire du personnel : montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés

¹ Salarissen personeel: brutobedragen met inbegrip van sociale lasten en andere daarmee verband houdende kosten

2° Coûts de gestion globalisés pour le programme :		2° Samengenomen beheerskosten voor het programma:				
C.G. - COÛTS DE GESTION GLOBALISÉS POUR LE PROGRAMME B.K. - TOTALE BEHEERSKOSTEN VOOR HET PROGRAMMA						
RUBRIQUES RUBRIEKEN	ANNÉE X JAAR X	ANNÉE X+1 JAAR X+1	ANNÉE X+2 JAAR X+2	ANNÉE X+3 JAAR X+3	ANNÉE X+4 JAAR X+4	TOTAL TOTAAL
TOTAL COÛTS DE GESTION TOTAAL BEHEERSKOSTEN	-	-	-	-	-	-
1. TOTAL PERSONNEL 1. TOTAAL PERSONEEL	-	-	-	-	-	-
1.1 Salaires ¹ au siège						-
1.1 Salaris ¹ hoofdzetel						-
1.2 Salaires ¹ des expatriés						-
1.2 Salaris ¹ expats						-
1.3 Salaires ¹ du personnel local						-
1.3 Salaris ¹ lokaal personeel						-
1.4 Autres frais de personnel						-
1.4 Andere personeelskosten						-
2. TOTAL ÉVALUATION & AUDIT 2. TOTAAL EVALUATIE & AUDIT	-	-	-	-	-	-
2.1 Coûts d'audit						-
2.1 Auditkosten						-
2.2 Coûts d'évaluation						-
2.2 Evaluatiekosten						-
3. TOTAL AUTRES COÛTS DE GESTION 3. TOTAAL ANDERE BEHEERSKOSTEN	-	-	-	-	-	-
3.1 Investissements						-
3.1 Investering						-
3.1.1 Achat de véhicules						-
3.1.1 Aankoop voertuigen						-
3.1.2 Mobilier, ICT						-
3.1.2 Meubilair, ICT						-
3.1.3 Autres coûts d'investissement						-
3.1.3 Andere investeringskosten						-
3.2 Fonctionnement						-
3.2 Werking						-
3.2.1 Déplacements						-
3.2.1 Verplaatsingen						-
3.2.2 Bureau local						-
3.2.2 Lokaal kantoor						-
3.2.3 Autres coûts de fonctionnement						-
3.2.3 Andere werkingskosten						-

¹ Salaire du personnel : montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés

¹ Personeelssalarissen: brutobedragen met inbegrip van sociale lasten en andere daarmee verband houdende kosten

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Coopération au Développement,
M. KITIR

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
M. KITIRSERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/204423]

12 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 15 juin 2021, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, relative au crédit-temps et aux emplois de fin de carrière (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie chimique;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 15 juin 2021, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, relative au crédit-temps et aux emplois de fin de carrière.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/204423]

12 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het tijdskrediet en landingsbanen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het tijdskrediet en landingsbanen.